

**MARCHÉ PUBLIC DE PRESTATIONS INTELLECTUELLES****CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES (CCAP)****OPÉRATION :**

**Relocalisation du CNAP  
et d'une partie des réserves du MN à Pantin**

**OBJET DU MARCHÉ :**

**Mission d'ordonnancement, de pilotage  
et de coordination  
–  
Mission de conduite des études d'exécution  
et de synthèse**

**TITULAIRE :**

**(à préciser)**

**N° de marché :**

**(à préciser)**

**Date :** juin 2021

# TABLE DES MATIERES

<b>CHAPITRE I - GÉNÉRALITÉS.....</b>	<b>4</b>
ARTICLE 1 – OBJET DU MARCHÉ – DISPOSITIONS GÉNÉRALES .....	4
1.1 – <i>Objet du marché</i> .....	4
1.2 – <i>Titulaire du marché</i> .....	4
1.3 – <i>Sous-traitance</i> .....	5
1.4 – <i>Catégorie d'ouvrage et nature des travaux</i> .....	5
1.5 – <i>Décomposition en tranches</i> .....	5
1.6 – <i>Intervenants</i> .....	5
1.7 – <i>Contraintes</i> .....	7
1.8 – <i>Décision de poursuivre</i> .....	7
1.9 – <i>Prestations similaires</i> .....	7
ARTICLE 2 – PIÈCES CONSTITUIVES DU MARCHÉ .....	7
2.1 – <i>Pièces particulières</i> .....	7
2.2 – <i>Pièces générales</i> .....	8
ARTICLE 3 – TVA .....	8
ARTICLE 4 – RETENUE DE GARANTIE .....	8
<b>CHAPITRE II – CONTENU DES MISSIONS.....</b>	<b>8</b>
ARTICLE 5 – PÉRIMÈTRE DES MISSIONS .....	8
5.1 – <i>Ordonnancement, pilotage et coordination (OPC)</i> .....	8
5.2 – <i>Conduite des études d'exécution et de synthèse (SYN)</i> .....	9
5.3 – <i>Gouvernance du groupement titulaire</i> .....	10
5.4 – <i>Achèvement des missions</i> .....	10
ARTICLE 6 – PRESTATIONS ET DOCUMENTS À REMETTRE POUR CHAQUE ÉLÉMENT DE MISSIONS.....	10
<b>CHAPITRE III – RÉMUNÉRATION DU TITULAIRE, PRIX ET RÈGLEMENT DES COMPTES.....</b>	<b>10</b>
ARTICLE 7 – FORFAIT DE RÉMUNÉRATION.....	10
7.1 – <i>Modalités de fixation des forfaits de rémunération</i> .....	10
7.2 – <i>Dispositions diverses</i> .....	11
7.3 – <i>Frais de mandat</i> .....	11
ARTICLE 8 – PRIX .....	11
8.1 – <i>Forme des prix</i> .....	11
8.2 – <i>Mode d'établissement des prix du marché</i> .....	11
8.3 – <i>Choix de l'index de référence</i> .....	11
8.4 – <i>Modalités de révision des prix</i> .....	11
ARTICLE 9 – RÈGLEMENT DES COMPTES DU TITULAIRE .....	12
9.1 – <i>Avance</i> .....	12
9.2 – <i>Modalités de règlement des acomptes</i> .....	12
9.3 – <i>Paiement du solde – Décompte final – Décompte général</i> .....	13
<b>CHAPITRE IV - DÉLAIS - PÉNALITÉS POUR RETARD.....</b>	<b>14</b>
ARTICLE 10 – DÉLAIS – PÉNALITÉS POUR RETARD EN PHASE TRAVAUX .....	14
10.1 – <i>Vérification des projets de décomptes</i> .....	14
10.2 – <i>Délais et pénalités associés à la mission OPC</i> .....	15
10.3 – <i>Délais et pénalités associés à la mission SYNTHESE</i> .....	15
10.4 – <i>Autres délais et pénalités</i> .....	16
10.5 – <i>Instruction des mémoires en réclamation</i> .....	16
ARTICLE 11 – UTILISATION DES RÉSULTATS – OBLIGATION DE DISCRÉTION .....	16
11.1 – <i>Utilisation des résultats</i> .....	16
11.2 – <i>Obligation de discrétion</i> .....	16
ARTICLE 12 – ARRÊT DE L'EXÉCUTION DE LA PRESTATION .....	16
<b>CHAPITRE V – RÉSILIATION DU MARCHÉ - CLAUSES DIVERSES.....</b>	<b>17</b>
ARTICLE 13 – RÉSILIATION .....	17

13.1 – Résiliation pour motif d'intérêt général.....	17
13.2 – Résiliation du marché aux torts du titulaire ou cas particuliers.....	17
ARTICLE 14 – CLAUSES DIVERSES.....	17
14.1 – Arrêt momentané des prestations.....	17
14.2 – Exécution de la prestation aux frais et risques .....	17
14.3 – Traitement des données essentielles ayant le caractère de données personnelles .....	17
ARTICLE 15 – ASSURANCES.....	18
15.1 – Assurance décennale .....	18
15.2 – Responsabilité professionnelle autre que décennale .....	18
15.3 – Assurance complémentaire du titulaire.....	18
15.4 – Assurances complémentaires du pouvoir adjudicateur .....	19
15.5 – Justification.....	19
ARTICLE 16 – RÈGLEMENT DES DIFFÉRENDS.....	19
ARTICLE 17 – DÉROGATIONS AU CCAG-PI ET AU CCAG-TRAVAUX .....	20

## CHAPITRE I - GÉNÉRALITÉS

### ARTICLE 1 – OBJET DU MARCHÉ – DISPOSITIONS GÉNÉRALES

#### 1.1 – Objet du marché

Le marché régi par le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) est un marché de prestations intellectuelles portant sur les missions d'ordonnancement, de pilotage et de coordination (OPC) et de conduite des études d'exécution et de synthèse architecturale et technique (SYN) relatives à l'opération de relocalisation du Centre national des arts plastiques (CNAP) et d'une partie des réserves du Mobilier national (MN) à Pantin.

Le présent marché fait suite à un appel d'offres ouvert **publié le XX juin 2021**, passé conformément aux articles L. 2124-2, R. 2124-2, R. 2161-2 à R. 2161-3 et R. 2161-5 du Code de la commande publique du Code de la commande publique.

Le détail des prestations confiées au titulaire est établi dans le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) du présent marché.

#### 1.2 – Titulaire du marché

Le marché est attribué à un groupement solidaire, dont les deux cotraitants ont la charge respectivement de la mission d'OPC et de la mission de suivi des études d'exécution et de synthèse.

Les caractéristiques du titulaire du marché, désigné dans le présent CCAP sous le nom « le titulaire », « l'OPC » ou « le coordonnateur de la cellule de synthèse », sont précisées à l'article 1 de l'acte d'engagement intitulé « contractant ».

Le titulaire du présent marché est un groupement solidaire de bureaux d'études. Le premier cotraitant (mandataire du groupement) est chargé de la mission OPC ; le second cotraitant est chargé de la conduite des études d'exécution et de synthèse.

Chaque cotraitant est indépendant dans l'exécution des prestations qui lui sont attribuées, et est l'interlocuteur auquel se référeront le représentant du pouvoir adjudicateur (RPA), la maîtrise d'œuvre (MOE), les entreprises, etc. en ce qui concerne ces prestations respectives.

Néanmoins, la constitution d'un groupement a pour objectif d'assurer une parfaite synergie entre les missions OPC et SYN, et de limiter les divergences qui pourraient survenir au cours de l'exécution de ces missions. Les fortes contraintes calendaires pesant sur cette opération ont rendu nécessaire ce mode d'attribution pour le présent marché. Ainsi, la tenue du calendrier de l'opération et/dont du calendrier des études d'exécution/synthèse, usuellement le fait de deux acteurs séparés, devient ici l'unique responsabilité d'un même titulaire, pour toute la durée de l'opération.

En ce sens, le mandataire assure le pilotage du groupement et s'assure que les problématiques, informations ou propositions dont il rend compte au RPA ont fait l'objet d'une concertation avec, et ont obtenu l'accord de, son cotraitant. En cas de divergence insurmontable entre les deux cotraitants, le RPA tranche après avoir pris connaissance des arguments des deux parties.

Le mandataire du groupement est seul signataire des actes administratifs établis dans le cadre du présent marché (avenants, etc.). Il est également seul émetteur des projets de décomptes périodiques et de solde du marché (cf. article 13 ci-dessous), et chargé de la répartition entre cotraitants de la rémunération perçue.

Il reçoit de son cotraitant les pouvoirs nécessaires à cet effet.

### 1.3 – Sous-traitance

Les dispositions du Code de la commande publique relatives à la sous-traitance dans les marchés publics (articles L. 2193-1 et suivants et R. 2193-1 et suivants) et les articles R. 2152-7 à R. 2152-8 et R. 2152-11 à R. 2152-12 sont applicables.

Le titulaire peut sous-traiter l'exécution de certaines parties de son marché, sous réserve de l'acceptation du ou des sous-traitants par le maître de l'ouvrage et de l'agrément par lui des conditions de paiement de chaque sous-traitant.

La sous-traitance de la totalité du marché est interdite.

Il est précisé par ailleurs que :

- Les personnes physiques appelées à intervenir dans ce cadre devront présenter des garanties de compétences professionnelles au moins équivalentes, pour les tâches à effectuer, à celles des personnes désignées à l'annexe 3 de l'acte d'engagement. À défaut, le représentant du pouvoir adjudicateur pourra récuser le sous-traitant proposé.

- Le titulaire ou, en cas de groupement, le(s) co-traitant(s) du marché est (sont) tenu(s) de communiquer le ou les sous-traité(s) le(s) liant au sous-traitant au représentant du pouvoir adjudicateur, lorsque celui-ci en fait la demande.

- Le titulaire ou, en cas de groupement, le(s) co-traitant(s) du marché qui, sans motif valable, 15 jours calendaires après avoir été mis par écrit en demeure de le faire, ne communique(nt) pas un sous-traité, encourt (encourent) la pénalité fixée à l'article 10.4 du CCAP. À défaut de présentation du sous-traitant dans un délai de 30 jours calendaires après la mise en demeure, le marché peut être résilié au tort exclusif du titulaire.

- Dans l'éventualité où un sous-traitant confierait à un autre sous-traitant l'exécution d'une partie du marché dont il est chargé, il est précisé que le représentant du pouvoir adjudicateur n'acceptera pas la mise en place d'une délégation de paiement et exigera du sous-traitant dit de 1er rang la constitution d'une caution au bénéfice de son sous-traitant.

### 1.4 – Catégorie d'ouvrage et nature des travaux

L'opération concernée par le présent marché est une opération de réhabilitation d'un bâtiment existant, et de construction neuve de bâtiment (extension de l'existant).

### 1.5 – Décomposition en tranches

Sans objet.

### 1.6 – Intervenants

#### 1.6.1 – Maître de l'ouvrage (MOA)

Le maître d'ouvrage est le ministère de la Culture – Direction générale de la Création artistique.

Il est désigné dans les différents documents sous le nom de « *le maître d'ouvrage* ».

Sauf mention contraire, tous les actes relevant du maître d'ouvrage sont assurés par le mandataire.

#### 1.6.2 – Mandataire

Le mandataire désigné par le maître d'ouvrage, conformément à la convention de mandat établie le 09 avril 2018, est l'Opérateur du patrimoine et des projets immobiliers de la culture (OPPIC) – 30 rue du château des rentiers – CS61336 – 75647 Paris cedex 13.

Il est désigné dans les différents documents sous le nom de « *le représentant du pouvoir adjudicateur (RPA)* » ou « *le maître d'ouvrage délégué* ».

Le chef de projet de la maîtrise d'ouvrage déléguée sera désigné à la notification du présent marché.

**1.6.3 – Maître d'œuvre (MOE)**

La maîtrise d'œuvre de l'opération est le groupement Bruther (mandataire) / DATA / Batiserf / INEX / BMF / Gamba, avec en sous-traitance les BET complémentaires suivants : Botte sondages, VSA, CSD, Lisi, Cerib, Technicité.

Il est désigné dans les différents documents sous le nom de « *le maître d'œuvre* ».

**1.6.4 – Utilisateurs**

Les utilisateurs sont le Centre national des arts plastiques (CNAP) et le Mobilier national (MN).

Le chef de projet de l'utilisateur sera désigné au plus tard à la notification du présent marché.

Le titulaire s'interdit tout contact direct avec l'utilisateur, sauf autorisation du chef de projet de la maîtrise d'ouvrage.

**1.6.5 – Contrôle technique (CT)**

Le pouvoir adjudicateur est assisté d'un contrôleur technique qui intervient dans les conditions prévues aux articles L. 111-23 et suivants et les articles R. 111-29 et suivants du Code de la construction et de l'habitation.

Les missions confiées par le pouvoir adjudicateur au contrôleur technique sont relatives aux éléments suivants :

Mission de base :

- L : solidité des ouvrages ;
- S : sécurité des personnes ;

Missions complémentaires :

- LE : compatibilité des travaux avec l'existant ;
- P1 : solidité des éléments d'équipement non indissociablement liés ;
- ST1 : sécurité des personnes immeubles du secteur tertiaire ou de l'industrie ;
- SEI : sécurité incendie des personnes dans les établissements recevant du public ;
- HAND : accessibilité des constructions pour les personnes handicapées ;
- TH : isolation thermique des constructions ;
- PV : récolement et examen des procès-verbaux des essais effectués sur les installations techniques ;
- GTB : système de gestion technique du bâtiment ;
- ENV : sécurité dans les installations classées pour la protection de l'environnement ;
- CONSUEL : vérification de la conformité des installations électriques préalablement à la mise sous tension ;
- F : fonctionnement des installations.

Il est désigné dans les différents documents sous le nom de « *le contrôleur technique* ».

**1.6.6 – Coordination sécurité et protection de la santé (CSPS)**

L'ensemble des travaux concernés par la présente opération est soumis aux dispositions des articles L. 4532-2 et suivants du Code du travail et ses décrets d'application.

À ce titre, une mission de coordination en matière de sécurité et de protection de la santé est confiée à un organisme agréé. La mission relève de la catégorie 1 et est rémunérée par le pouvoir adjudicateur.

Il est désigné dans les différents documents sous le nom de « *le CSPS* ».

**1.6.7 – Coordination des systèmes de sécurité incendie (CSSI)**

La mission SSI est confiée au groupement de maîtrise de d'œuvre.

## 1.7 – Contraintes

### 1.7.1 – Contraintes générales

Dans le cadre de ces études, le titulaire doit prendre en compte les contraintes énumérées dans le règlement de consultation et ses annexes.

### 1.7.2 – Travail dissimulé

Conformément aux dispositions des articles L. 8221-3, L. 8221-5 et L. 8222-1 du Code du travail sur le travail dissimulé, le titulaire s'engage à s'acquitter de ses obligations en matière de travail dissimulé au regard des articles susvisés et produira au représentant du pouvoir adjudicateur, tous les six mois à compter de la notification du présent marché, les documents visés aux articles D. 8222-5 et D. 8222-7 du Code du travail.

## 1.8 – Décision de poursuivre

Lorsque le montant des prestations exécutées atteint le montant prévu par le marché, la poursuite de l'exécution des prestations est subordonnée soit à la conclusion d'un avenant soit à la notification d'une décision de poursuivre prise par le représentant du pouvoir adjudicateur.

Si l'augmentation entraînée par la décision de poursuivre est supérieur à 25 % du montant contractuel, le titulaire aura droit à être indemnisé du préjudice qu'il a éventuellement subi du fait de cette augmentation.

## 1.9 – Prestations similaires

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de passer un marché de passer un marché négocié sans publicité ni mise en concurrence avec le titulaire pour l'achat de prestation similaires aux prestations décrites au présent marché, dans les conditions prévues à l'article R. 2122-7 du Code de la commande publique.

## ARTICLE 2 – PIÈCES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ

En application de l'article R. 2191-46 du Code de la commande publique, le pouvoir adjudicateur remet, à la demande du titulaire, une copie de l'original du marché revêtue d'une mention dûment signée par lui, indiquant que cette pièce est délivrée en unique exemplaire en vue de permettre au titulaire de céder ou de nantir des créances résultant du marché, ou un certificat de cessibilité conforme à un modèle défini par arrêté du ministre chargé de l'économie.

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG-PI, les pièces constitutives du marché sont les suivantes par ordre de priorité décroissant :

### 2.1 – Pièces particulières

- L'acte d'engagement (AE) et ses 3 annexes :
  - annexe n°1 : demandes d'acceptation des sous-traitants et d'agrément des conditions de paiement de chaque contrat de sous-traitance ;
  - annexe n°2 : décomposition du forfait de rémunération par élément de mission et par co-traitant, et taux horaires utilisés ;
  - annexe n°3 : organigramme des équipes proposées pour la gestion des missions.
- Le présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP) et ses annexes :
  - annexe n°1 : système informatique de gestion financière des marchés de travaux
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) et son annexe :
  - annexe n°1 : document de présentation de la plateforme Mezzoteam (SEDI)
- L'ensemble des pièces remises par le titulaire à l'appui de son offre.

## 2.2 – Pièces générales

- Les documents applicables sont ceux en vigueur au premier jour du mois d'établissement des prix tel que ce mois est défini à l'article 2 de l'acte d'engagement.

- Le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de prestations intellectuelles (CCAG-PI) approuvé par l'arrêté du 16 septembre 2009 portant approbation du cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de prestations intellectuelles.

- Par dérogation à l'alinéa 4 du préambule du CCAG-PI, dans le cadre des missions VISA, DET et AOR et des relations entre le maître d'œuvre, le titulaire, les entreprises et le pouvoir adjudicateur, il sera fait application le Cahier des Clauses Administratives Générales (CCAG) applicables aux Marchés Publics de Travaux approuvé arrêté du 8 septembre 2009 modifié par arrêté du 03 mars 2014.

- Les cahiers des clauses techniques générales (CCTG) applicables aux marchés publics de travaux de génie civil et de bâtiment, en vigueur lors du mois d'établissement des prix (mois m0 indiqué dans l'acte d'engagement) approuvé par le décret n° 2000.524 du 15 juin 2000 (J.O. du 18 juin 2000) modifiée par arrêté du 30 mai 2012 relatif à la composition du CCTG applicables aux marchés publics de travaux de génie civil.

Les pièces générales, bien que non jointes au présent marché, sont réputées connues des parties.

Les pièces contractuelles du marché prévalent en cas de contradiction ou de différence dans l'ordre où elles sont mentionnées ci-avant.

### ARTICLE 3 – TVA

Sauf dispositions contraires, tous les montants figurant dans le présent CCAP sont exprimés hors TVA.

### ARTICLE 4 – RETENUE DE GARANTIE

Le marché ne prévoit pas de retenue de garantie. Le recouvrement des sommes dont le titulaire serait reconnu débiteur au titre du marché sera effectué selon la procédure de l'ordre de reversement.

## CHAPITRE II – CONTENU DES MISSIONS

### ARTICLE 5 – PÉRIMÈTRE DES MISSIONS

#### 5.1 – Ordonnancement, pilotage et coordination (OPC)

Les tâches et obligations dévolues au titulaire dans le cadre de sa mission au titre de l'ordonnancement, du pilotage et de la coordination concernant :

- L'organisation et la coordination générale des intervenants et des travaux ;
- L'ordonnancement et la planification de l'ensemble de l'opération ;
- Le pilotage des travaux et de la phase de livraison des ouvrages.

Il faut entendre par **ordonnancement** principalement les missions suivantes :

- Analyser et découper l'opération en tâches élémentaires ;
- Déterminer les contraintes qui existent entre ces tâches ;
- Matérialiser ces deux démarches sur un document appelé graphe, schéma logique, antérieur à l'insertion des dates.



Le **pilotage** indique la mise en application, au stade des travaux, des diverses mesures d'organisation élaborées lors de l'ordonnancement et de la planification.

La **coordination** couvre deux natures d'activités différentes :

- a) La coordination des ouvrages assurant la compatibilité des éléments des ouvrages, qui est exclue du présent contrat.
- b) La coordination des tâches et des actions, qui est incluse dans le présent contrat.

Cette coordination « temporelle » a pour objet, pour les études et les travaux :

- de faire circuler l'information : liaison générale entre tous les intervenants ;
- de gérer le temps ;
- d'harmoniser les actions en économisant les efforts.

Le titulaire doit mener à bonne fin la mission qui lui est confiée. À cet effet, il déclare parfaitement connaître l'étendue et la nature de ses obligations, ainsi que des conditions des travaux tant en ce qui concerne sa propre mission que le contexte général de l'opération.

Le titulaire s'engage à mettre en œuvre les moyens nécessaires au respect de ses obligations, avec un pilote mobilisé à temps plein, un responsable direct qui l'encadrera et un directeur de projet.

Il sera représenté par un référent qualifié agréé par le représentant du pouvoir adjudicateur. Le référent devra en particulier obligatoirement assister à toutes les réunions de chantier, réunions de coordination, réunions d'études ainsi qu'à toute autre réunion pour laquelle il aura été convoqué.

En outre, ce représentant sera présent quotidiennement sur le site.

La mission d'OPC confiée au titulaire du présent marché débute après publication du dossier de consultation des entreprises de travaux. Les documents relatifs à sa mission constituant une partie de ce dossier (PIC, NOC, planning prévisionnel d'exécution, etc.) ont été établis par le pilote en charge du suivi des études. Le titulaire du présent marché devra faire siens ces documents.

À noter que la mission d'OPC concerne tous les lots gérés par le groupement de maîtrise d'œuvre, y compris via ses marchés complémentaires, c'est-à-dire les travaux ainsi que les mobiliers de stockage.

La mission d'ordonnancement, pilotage et coordination du chantier confiée au titulaire est définie au sens de l'article R. 2431-17, du Code de la commande publique. Le contenu des éléments constituant la mission confiée au titulaire sera en tout point conforme à celui défini dans les dispositions du Code de la commande publique, compte tenu des compléments et précisions ci-après.

## 5.2 – Conduite des études d'exécution et de synthèse (SYN)

Il est confié au titulaire une mission de conduite des études d'exécution au sens de l'article R. 2431-15, du Code de la commande publique, et d'animation d'une cellule de synthèse architecturale et technique. La mission du titulaire consiste à mettre au point les principes de distribution des différents corps d'état techniques, à tracer la synthèse de leur réseaux et éléments terminaux en assurant la coordination technique des études d'exécution et à définir toutes les incidences induites sur le gros œuvre et le second œuvre du bâtiment.

La production des maquettes ou plans de coordination, l'analyse de ces maquettes ou plans, la détection des conflits et la coordination des solutions développées avec les entreprises relèveront de la responsabilité du titulaire du présent marché.

Le contenu des éléments constituant la mission confiée au titulaire sera en tout point conforme à celui défini dans les dispositions du Code de la commande publique, compte tenu des compléments et précisions indiqués ci-après et dans l'ensemble des pièces constituant le présent marché (cf. article 2 du présent CCAP).

### 5.3 – Gouvernance du groupement titulaire

Le titulaire du présent marché est un groupement solidaire de bureaux d'études. Le premier cotraitant (mandataire du groupement) est chargé de la mission OPC ; le second cotraitant est chargé de la conduite des études d'exécution et de synthèse.

Chaque cotraitant est indépendant dans l'exécution des prestations qui lui sont attribuées, et est l'interlocuteur auquel se référeront RPA, MOE, entreprises, etc. en ce qui concerne ces prestations respectives.

Néanmoins, la constitution d'un groupement a pour objectif d'assurer une parfaite synergie entre les missions OPC et SYN, et de limiter les divergences qui pourraient survenir au cours de l'exécution de ces missions. Les fortes contraintes calendaires pesant sur cette opération ont rendu nécessaire ce mode d'attribution pour le présent marché. Ainsi, la tenue du calendrier de l'opération et/dont du calendrier des études d'exécution/synthèse, usuellement le fait de deux acteurs séparés, devient ici l'unique responsabilité d'un même titulaire, pour toute la durée de l'opération.

En ce sens, le mandataire assure le pilotage du groupement et s'assure que les problématiques, informations ou propositions dont il rend compte au représentant du pouvoir adjudicateur ont fait l'objet d'une concertation avec, et ont obtenu l'accord de, son cotraitant. En cas de divergence insurmontable entre les deux cotraitants, le représentant du pouvoir adjudicateur tranche après avoir pris connaissance des arguments des deux parties.

Le mandataire du groupement est seul signataire des actes administratifs établis dans le cadre du présent marché (avenants, etc.). Il est également seul émetteur des projets de décomptes périodiques et de solde du marché (cf. article 13 ci-dessous), et chargé de la répartition entre cotraitants de la rémunération perçue. Il reçoit de son cotraitant les pouvoirs nécessaires à cet effet.

### 5.4 – Achèvement des missions

La mission du titulaire prend fin à la levée de l'ensemble des réserves suite à la réception des travaux.

La durée de la mission du titulaire est précisée à l'article 5 de l'acte d'engagement.

## ARTICLE 6 – PRESTATIONS ET DOCUMENTS À REMETTRE POUR CHAQUE ÉLÉMENT DE MISSIONS

Le détail des missions attribuées au titulaire du présent marché constitue le cahier des clauses techniques particulières (CCTP), auquel il convient de se référer.

En vue de l'application éventuelle de l'article 20 du CCAG-PI, chacune des étapes décrites dans le CCTP constitue une partie technique au sens dudit article.

## CHAPITRE III – RÉMUNÉRATION DU TITULAIRE, PRIX ET RÈGLEMENT DES COMPTES

### ARTICLE 7 – FORFAIT DE RÉMUNÉRATION

#### 7.1 – Modalités de fixation des forfaits de rémunération

Le forfait de rémunération des missions d'OPC et de conduite des études de synthèse, décrites au chapitre II du présent CCAP, est fixé à l'article 3 de l'acte d'engagement.

## 7.2 – Dispositions diverses

Le forfait de rémunération est exclusif de tout autre émolument et de tout autre remboursement de frais au titre de l'exécution de ces prestations.

## 7.3 – Frais de mandat

Le mandataire assure le pilotage des cotraitants suivant les dispositions décrites au chapitre II du présent CCAP.

Dans l'hypothèse où la coordination ne serait pas ou serait incomplètement réalisée, le RPA se réserve la possibilité d'opérer une réfaction au marché et/ou de faire exécuter la mission aux frais et risques du mandataire.

## ARTICLE 8 – PRIX

Les prix du marché sont hors T.V.A. Les montants des acomptes et du solde seront calculés en appliquant les taux de T.V.A. en vigueur lors de l'établissement des pièces de paiement.

Lorsque le taux ou l'assiette des charges fiscales frappant la prestation est différent, à l'époque du fait générateur, du taux ou de l'assiette prévu dans le marché, les prix de règlement tiennent compte de cette variation.

Le prix rémunérant les prestations du marché est un prix global et forfaitaire. Il comprend toutes les charges fiscales et parafiscales ou autres frappant obligatoirement la prestation.

En complément des dispositions de l'article 10.1 du CCAG-PI, il est précisé que le prix du marché inclut tous les frais résultant de l'exécution des missions confiées.

Ces frais incluent notamment ceux relatifs :

- aux tirages et à la diffusion des documents écrits et graphiques que le titulaire doit établir dans le cadre de l'exécution de ses missions,
- aux achats, à la location et à la maintenance de matériels nécessaires à l'exécution des prestations confiées.

## 8.1 – Forme des prix

Les prix du marché sont révisables.

## 8.2 – Mode d'établissement des prix du marché

Les prix du présent marché sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois  $m_0$  fixé dans l'acte d'engagement.

## 8.3 – Choix de l'index de référence

L'index de référence choisi en fonction de sa structure pour représenter l'évolution du prix des prestations du titulaire faisant l'objet du marché est l'index ingénierie ING (base 100 en janvier 2010) publié au Bulletin Officiel du Ministère de la Transition Écologique ainsi qu'au Moniteur des Travaux Publics et du Bâtiment.

## 8.4 – Modalités de révision des prix

Le prix révisé (P) est obtenu en appliquant la formule paramétrique suivante :

$$P = P_0 [0,15 + 0,85 (I_m - 4 / I_{m_0} - 4)]$$

Dans laquelle :

- P est le prix révisé ;
- $P_0$  est le prix initial indiqué à l'acte d'engagement et réputé établi sur la base des conditions économiques du « mois zéro »  $m_0$  ;
- au dénominateur, figurent les valeurs des indices correspondant aux paramètres pour le mois antérieur de 4 mois au mois zéro ( $Im_0-4$ ) ;
- au numérateur, figurent les valeurs de ces mêmes indices à une date antérieure de 4 mois au mois d'exécution des prestations ( $Im-4$ ).

Pour la mise en œuvre de cette formule, les calculs intermédiaires seront effectués avec au minimum quatre décimales et le coefficient applicable à  $P_0$  arrondi, le cas échéant, au millième supérieur.

## **ARTICLE 9 – RÈGLEMENT DES COMPTES DU TITULAIRE**

### **9.1 – Avance**

Une avance de 5 % (cinq pour cent) pourra être versée au titulaire, dans les conditions prévues aux articles R. 2191-3 à R. 2191-19 du Code de la commande publique. Le taux de l'avance est porté à 10 % pour une micro, une petite ou une moyenne entreprise.

Pour le versement et le remboursement de l'avance, chaque tranche ferme ou optionnelle est considérée comme un marché distinct.

Son montant n'est ni révisable, ni actualisable.

En cas de cotraitance, le présent article s'appliquera à chacune des parts de la répartition visée à l'acte d'engagement

### **9.2 – Modalités de règlement des acomptes**

L'ordonnance n°2014-697 du 26 juin 2014 rend obligatoire la facturation électronique pour les émetteurs de facturation à destination des établissements publics, l'Etat et les collectivités territoriales.

Depuis le 1er janvier 2021, seules les factures déposées sur le serveur CHORUS PRO sont déclarées comme réceptionnées. Les factures doivent être transmises via le portail CHORIS PRO accessible par internet à l'URL

<https://chorus-pro.gouv.fr> ; soit

- En déposant ses factures en version PDF,
- En saisissant en ligne ses factures sur le portail.

Pour connaître les préalables techniques et toutes les informations complémentaires :

<https://communaute.chorus-pro.finances.gouv.fr/>

Par dérogation aux dispositions de l'article 11 du CCAG-PI, la gestion des acomptes pour le titulaire est assurée par traitement informatique, actuellement EDIFLEX, celui-ci prend en charge le dépôt et la transmission des factures dématérialisées sur le serveur CHORUS PRO dans les conditions fixées à l'annexe n°1 du présent CCAP. Un paramétrage doit être mis en œuvre au préalable.

Le règlement des sommes dues au titulaire fait l'objet d'acomptes périodiques, dont la fréquence est déterminée à l'article 10 du présent CCAP, calculés à partir de la différence entre deux décomptes périodiques successifs.

### 9.2.1 – État périodique

Les acomptes sont versés à l'occasion de l'exécution totale ou partielle des éléments de mission, en application de l'échéancier figurant à l'article 10 du présent CCAP.

L'état périodique établi par le titulaire indique les prestations effectuées par celui-ci depuis le début du marché, par référence aux éléments constitutifs de la mission. L'état périodique sert de base à l'établissement par le titulaire du projet de décompte périodique auquel il est annexé.

### 9.2.2 – Projet de décompte périodique

Le projet de décompte correspond au montant des sommes dues au titulaire, résultant des prestations effectuées en application de l'échéancier figurant à l'article 10 du présent CCAP.

Ce montant est évalué en prix de base.

Le projet de décompte périodique comporte les éléments définis à l'article 11.4 du CCAG-PI.

Le pouvoir adjudicateur accepte ou rectifie le projet de décompte périodique et dresse un état d'acompte périodique.

### 9.2.3 – Acompte périodique

Le montant de l'acompte périodique de la période P à verser au titulaire est déterminé par le pouvoir adjudicateur qui dresse à cet effet un état faisant ressortir :

- le montant du décompte périodique ci-dessus ;
- l'avance et, dès que nécessaire, sa part de récupération ;
- les pénalités éventuelles appliquées ;
- le surcoût des prestations éventuellement réalisées aux frais et risques du titulaire ;
- l'incidence de la révision des prix appliquée conformément à l'article 6.4 ci-dessus sur la différence entre les décomptes périodiques respectivement de la période P et de la période précédente P-1 ;
- l'incidence de la TVA ;
- le montant total de l'acompte à verser, augmenté éventuellement des intérêts moratoires dus.

Le RPA notifie au titulaire l'état d'acompte ; s'il modifie le décompte périodique remis par le titulaire, il joint le décompte modifié.

Le paiement de l'acompte interviendra dans le délai global de paiement fixé à l'article R. 2192-10 du Code de la commande publique. Ce délai court à compter de la date de réception de la demande de paiement par le représentant du pouvoir adjudicateur.

Toutefois, ainsi que le prévoit l'article R. 2192-13 du Code de la commande publique, le point de départ du délai global de paiement est la date d'exécution des prestations lorsqu'elle est postérieure à la date de réception de la demande de paiement.

En application des articles 11.2, 11.4.1 et 11.5.2 du CCAG-PI, l'échéancier des paiements obéira au tableau ci-après :

Analyse des offres	au prorata de l'avancement de la mission
Préparation du chantier	au prorata de l'avancement de la mission
Suivi des travaux	au prorata de l'avancement de la mission
Réception des travaux	au prorata de l'avancement de la mission
Achèvement des ouvrages	100% à la constatation de l'achèvement.

## 9.3 – Paiement du solde – Décompte final – Décompte général

Par dérogation à l'article 11.8 du CCAG-PI, le paiement du solde du marché est effectué dans les conditions suivantes.

Après réception des prestations faisant l'objet du marché ou, si le marché est fractionné, d'une phase assortie d'un paiement partiel définitif, le titulaire doit présenter au représentant du pouvoir adjudicateur via le logiciel de gestion financière des marchés le décompte final du marché accompagné de sa demande paiement pour solde.

Ce décompte établit le montant, en prix de base, des sommes auxquelles le titulaire peut prétendre du fait de l'exécution du marché. Il est remis au représentant du pouvoir adjudicateur, par lettre recommandée avec avis de réception postal ou lui remet contre récépissé dûment daté et inscrit sur un registre tenu à cet effet, dans un délai de 30 jours calendaires à compter de la date de notification de la décision de réception des prestations.

Le décompte final est accepté ou rectifié par le représentant du pouvoir adjudicateur pour tenir compte, le cas échéant, de l'application des termes correctifs, pénalités ou sommes mises au frais et risques visés aux articles correspondants du présent CCAP.

Le représentant du pouvoir adjudicateur accepte ou rectifie le décompte final, puis établit le décompte général. Le décompte général est établi dans les mêmes conditions que celles définies pour l'établissement des acomptes mensuels.

Ce décompte général est notifié au titulaire avant la plus tardive des deux dates ci-après :

- 15 jours calendaires à compter de la réception du décompte final ;
- 15 jours calendaires après la parution de l'index permettant la révision du solde.

Le titulaire dispose d'un délai de 30 jours calendaires pour remettre au représentant du pouvoir adjudicateur le décompte général signé, avec ou sans réserve, ou faire connaître les raisons pour lesquelles il refuse de le signer. Passé ce délai et par dérogation à l'article 37 du CCAG-PI, le décompte général est réputé accepté par le titulaire. Il devient ainsi le décompte général et définitif.

Le paiement du solde interviendra dans le délai global de paiement fixé à l'article R. 2192-10 du Code de la commande publique. Ce délai court à compter de la date de réception du décompte général et définitif par le représentant du pouvoir adjudicateur.

En cas de contestation du titulaire sur le montant de la somme due, le représentant du pouvoir adjudicateur procède, dans les délais prévus au précédent alinéa, au paiement des sommes qu'il a admises au titre du décompte général. Le complément est payé, le cas échéant, après règlement du désaccord.

## **CHAPITRE IV - DÉLAIS - PÉNALITÉS POUR RETARD**

### **ARTICLE 10 – DÉLAIS – PÉNALITÉS POUR RETARD EN PHASE TRAVAUX**

#### **10.1 – Vérification des projets de décomptes**

Au cours de la réalisation des travaux, dans le cadre de sa mission OPC, le titulaire doit procéder à la vérification des projets de décompte mensuel de l'entrepreneur.

Par dérogation aux dispositions des articles 13.1 et 13.2 du CCAG-Travaux, la gestion des décomptes et acomptes par l'entrepreneur, le titulaire et le représentant du pouvoir adjudicateur est assurée par traitement informatique dans les conditions fixées à l'annexe n° 1 du présent CCAP, qui précise les conditions de fonctionnement du système informatique de gestion financière des marchés de travaux, dont le titulaire aura obligation de se servir.

Par dérogation à l'article 13.2.2 du CCAG-Travaux, le délai maximum imparti au titulaire pour procéder à la vérification et à la transmission des pièces visées ci-avant est fixé à 7 jours calendaires, à compter de la date de réception du projet de décompte mensuel.

Outre les pénalités décrites aux articles 10.2, 10.3 et 10.4, si du fait d'un retard imputable au titulaire, le représentant du pouvoir adjudicateur est contraint de verser des intérêts moratoires aux entrepreneurs concernés, le titulaire subit une pénalité supplémentaire fixée au montant des intérêts moratoires versés à l'entreprise.

Pour l'ensemble des éléments décrits dans les tableaux suivants (articles 10.2 et 10.3), le mois m de l'index servant au calcul des révisions de prix est le mois de facturation.

## 10.2 – Délais et pénalités associés à la mission OPC

L'application des pénalités sera effectuée par précompte sur les décomptes mensuels du titulaire.

Par dérogation à l'article 3.2.4 du CCAG-PI, lorsque le délai dont dispose le titulaire expire un samedi, dimanche ou jour férié, le délai n'est pas prolongé jusqu'au jour ouvré suivant, la pénalité correspondante s'appliquant à partir du premier jour suivant l'expiration du délai et s'achève le jour de la date réelle de fin d'exécution de la prestation.

Élément de mission	Délai d'exécution	Point de départ du délai de validation	Délai de validation MOA	Paiement des acomptes - Fraction exigible	Paiement des acomptes - Exigibilité de l'acompte	Pénalités applicables (€ HT)
Production du planning définitif d'exécution	2 semaines avant la fin de la période de préparation	Notification marchés de travaux	2 semaines	20%	Notification du planning contractuel	so
Suivi du planning des études et de présentation des échantillons	so	so	so	20%	au prorata de l'avancement des études	so
Suivi du planning de travaux	so	so	so	40%	au prorata de l'avancement des travaux	200 €/jour de retard
Production du planning des essais et des OPR	3 mois avant la date prévisionnelle de fin des travaux	so	so	10%	validation du planning	200 €/jour de retard
Planning des levées de réserves	Proposition du maître d'œuvre au maître d'ouvrage	so	so	5%	PV de réception	so
Suivi du planning des levées de réserves	so	so	so	5%	au prorata de l'avancement de la levée des réserves	so

## 10.3 – Délais et pénalités associés à la mission SYNTHESE

Élément de mission	Délai d'exécution	Point de départ du délai de validation	Délai de validation MOA	Paiement des acomptes - Fraction exigible	Paiement des acomptes - Exigibilité de l'acompte	Pénalités applicables (€ HT)
VISA des études de synthèse réalisées par le(s) titulaire(s) du(des) contrat(s) de travaux	2 semaines	Dépôt sur la plateforme dématérialisée des documents communiqués par l'entreprise	so	100%	constat de fin de la phase d'EXE et de Synthèse	100 €/jour de retard

**10.4 – Autres délais et pénalités**

	<b>Élément de mission</b>	<b>Délai d'exécution</b>	<b>Point de départ du délai</b>	<b>Pénalités applicables (€ HT)</b>
<b>Sous-traitance</b>	Communication d'un sous-traité pour agrément par le MOA	15 jours calendaires	mise en demeure	50 €/jour de retard
<b>Travail dissimulé</b>	Communication des documents visés aux articles D. 8222-5 et D. 8222-7 du Code du travail	Tous les 6 mois	à compter de la notification du marché	so
<b>Assurances</b>	Production des attestations d'assurance de responsabilité civile (en cours de chantier, après travaux, et décennale)	15 jours calendaires	à compter de la notification du marché puis chaque année à l'échéance	100 €/jour de retard

**10.5 – Instruction des mémoires en réclamation**

Le délai d'instruction par le titulaire d'un mémoire de réclamation émis par l'entrepreneur est de 30 jours calendaires à compter de la date de réception par le titulaire du mémoire concerné.

**ARTICLE 11 – UTILISATION DES RÉSULTATS – OBLIGATION DE DISCRÉTION****11.1 – Utilisation des résultats**

L'option retenue concernant l'utilisation des résultats et précisant les droits respectifs du maître de l'ouvrage et du titulaire en la matière est l'option A telle que définie à l'article 25 du CCAG-PI.

**11.2 – Obligation de discrétion**

Le titulaire est tenu au secret professionnel pour tout ce qui a trait aux renseignements et documents recueillis au cours de sa mission. Ces renseignements ou documents ne peuvent, sans autorisation, être communiqués à d'autres personnes que celles qui ont qualité pour en connaître.

Le titulaire s'interdit d'utiliser les documents qui lui sont confiés à d'autres fins que celles qui sont prévues par le présent marché.

**ARTICLE 12 – ARRÊT DE L'EXÉCUTION DE LA PRESTATION**

Conformément à l'article 20 du CCAG-PI, le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité d'arrêter l'exécution des prestations au terme de chacun des éléments de mission telles que définies au chapitre II du présent CCAP.

La décision d'arrêter l'exécution entraîne la résiliation du marché conformément aux dispositions fixées à l'article 31.3 du CCAG-PI.



## **CHAPITRE V – RÉSILIATION DU MARCHÉ - CLAUSES DIVERSES**

### **ARTICLE 13 – RÉSILIATION**

Il sera fait, le cas échéant, application du chapitre 7 du CCAG-PI (articles 29 à 34) avec les précisions et dérogations suivantes :

#### **13.1 – Résiliation pour motif d'intérêt général**

Si le pouvoir adjudicateur décide la cessation définitive de la mission du titulaire pour motif d'intérêt général dans le cadre de l'article 33 du CCAG-PI, le titulaire a le droit d'être indemnisé du préjudice qu'il subit éventuellement du fait de cette décision. Pour la fixation de la somme forfaitaire figurant au crédit du titulaire, à titre d'indemnisation, le pourcentage est fixé à 4 % (quatre pour cent).

#### **13.2 – Résiliation du marché aux torts du titulaire ou cas particuliers**

Par dérogation à l'article 34.3 du CCAG-PI, si le présent marché est résilié dans l'un des cas prévus à l'article 32.1 du CCAG-PI, le marché est résilié sans indemnité et la fraction des prestations déjà accomplies par le titulaire et acceptées par le pouvoir adjudicateur est rémunérée.

Si la résiliation est prononcée dans les cas prévus aux c), j) ou k) de l'article 32.1 du CCAG-PI, la rémunération des prestations déjà accomplies et acceptées par le représentant du pouvoir adjudicateur se voit appliquer un abattement de 15 %.

### **ARTICLE 14 – CLAUSES DIVERSES**

#### **14.1 – Arrêt momentané des prestations**

Dans le cas d'arrêt momentané des prestations du titulaire, pour des causes non imputables à celui-ci, le forfait de rémunération et les délais d'exécution seront aménagés en fonction des incidences de l'allongement des délais. Un avenant fixera les nouvelles conditions.

#### **14.2 – Exécution de la prestation aux frais et risques**

En application de l'article 36 du CCAG-PI, le pouvoir adjudicateur peut faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations prévues par le marché, aux frais et risques du titulaire, soit en cas d'inexécution par ce dernier d'une prestation qui, par sa nature, ne peut souffrir aucun retard, soit en cas de résiliation du marché prononcée pour faute du titulaire.

Par dérogation à l'article 36.1 du CCAG-PI, la mise au frais et risques peut intervenir même en l'absence de décision de résiliation, après une mise en demeure restée infructueuse si celle-ci le mentionne expressément.

#### **14.3 – Traitement des données essentielles ayant le caractère de données personnelles**

##### **14.3.1 – Le traitement des données essentielles du marché public**

L'OPPIC est tenu de publier les données essentielles du présent marché sur son profil acheteur, conformément à l'article L. 2196-2 du Code de la commande publique, étant précisé que cette publication rend les données publiques.

A ce titre, l'identification du Titulaire est obligatoirement publiée conformément à l'article R. 2196-1 du Code de la commande publique et à l'arrêté du 14 avril 2017 relatif aux données essentielles dans la commande publique.

**14.3.2 – Le traitement des données essentielles ayant le caractère de données personnelles**

Dès lors que l'identification du Titulaire constituerait une donnée personnelle (au sens du règlement n°2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données et de la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés), le traitement des données concernées sera réalisé conformément aux dispositions issues de ces mêmes textes.

La licéité du traitement est fondée sur l'obligation légale de publication des données essentielles du marché public, au sens des textes susvisés au § 1.

La finalité poursuivie par ce traitement correspond à la mise en conformité avec l'obligation de publication des données essentielles conformément à l'objectif de transparence dans les procédures de passation des marchés publics et à l'ouverture des données en commande publique. Seules les données nécessaires à la poursuite de cette finalité du traitement seront traitées.

Les données seront conservées pour une durée minimale de cinq ans après la fin de l'exécution du marché public sur le profil acheteur à l'exception des données essentielles dont la divulgation serait devenue contraire aux intérêts en matière de défense ou de sécurité ou à l'ordre public.

Les données traitées seront disponibles au public en ligne sur le profil acheteur de l'OPPIC (<https://www.marches-publics.gouv.fr>).

Le Titulaire prend à sa charge l'obligation d'information des personnes physiques dont il communique des données personnelles dans le cadre du présent Marché. A titre d'information du Titulaire, cela concerne notamment les éventuels contacts administratifs, financiers, ou personnes habilitées à engager juridiquement la personne morale. Cette obligation est étendue, si nécessaire, aux sous-traitants.

Sous réserve de l'exécution de son obligation légale de publication par l'OPPIC et conformément à la réglementation en vigueur sur la protection des données, le Titulaire bénéficie du droit demander à l'OPPIC l'accès aux données personnelles, la rectification ou l'effacement de celles-ci, leur portabilité, la limitation du traitement relatif à la personne concernée, ou de s'opposer au traitement.

Pour toute demande d'information, le Titulaire peut s'adresser à Monsieur Arthur Zappacosta, Délégué de la Protection des Données de l'OPPIC.

Le Titulaire peut porter une réclamation devant la Commission nationale de l'informatique et des libertés (CNIL), 3 Place de Fontenoy - TSA 80715 - 75334 PARIS CEDEX 07

**ARTICLE 15 – ASSURANCES****15.1 – Assurance décennale**

Le titulaire est tenu de s'assurer, pour garantir sa responsabilité décennale. La police sera souscrite auprès d'une compagnie dûment agréée par la Direction des Assurances et comportera des garanties en rapport avec l'importance de l'opération.

**15.2 – Responsabilité professionnelle autre que décennale**

Le titulaire devra être titulaire d'une police d'assurance souscrite auprès d'une compagnie notoirement solvable, destinée à couvrir ses responsabilités civiles et professionnelles, autres que décennales, pour un montant en rapport avec l'importance de l'opération.

**15.3 – Assurance complémentaire du titulaire**

Le titulaire devra, s'il y a lieu, souscrire une police complémentaire si celle existant n'est pas considérée comme suffisante par le représentant du pouvoir adjudicateur pour assurer la couverture des risques liés à cette opération.

## **15.4 – Assurances complémentaires du pouvoir adjudicateur**

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de souscrire pour cette opération les polices suivantes : Tous risques chantier, et Responsabilité civile des intervenants.

## **15.5 – Justification**

Le titulaire du présent marché (ainsi que chaque membre du groupement le cas échéant) devra justifier, dans un délai de 15 jours calendaires à compter de la date de la notification du marché et avant tout commencement d'exécution, et ensuite chaque année à l'échéance, qu'il est bien titulaire d'un contrat d'assurance garantissant sa responsabilité civile découlant des dispositions des articles 1792, 1792-1 et suivant, et de l'article 2270 du Code Civil.

Ce contrat sera souscrit auprès d'un assureur pratiquant habituellement la souscription des garanties prévues à l'article L. 241-1 du Code des assurances avec une marge de solvabilité qui devra être jugée comme suffisante par rapport à la moyenne constatée sur le marché français de l'assurance pour l'année écoulée.

Le titulaire produira à cet effet une attestation nominative de chantier qui comportera la liste exacte des activités pour lesquelles il est garanti et les montants des garanties. Ce contrat comportera une clause assurant le maintien de la garantie pour toute la durée de la responsabilité pesant sur l'assuré pour tous les chantiers ouverts pendant la durée de validité de celui-ci.

De plus, il sera souscrit avec abrogation de la règle proportionnelle dans tous les cas, et il garantira également les sous-traitants de niveau 1 (mais uniquement pour les activités pour lesquelles le titulaire est garanti à titre principal).

Le titulaire du présent marché fera insérer à ses différents contrats une clause stipulant que celui-ci s'engage à aviser le représentant du pouvoir adjudicateur lors d'une éventuelle mise en demeure de paiement de prime (L. 113-3 du Code des assurances) ainsi qu'à l'occasion de la résiliation du contrat quel qu'en soit le motif. Une attestation semblable devra être fournie à l'appui du projet de décompte final.

## **ARTICLE 16 – RÈGLEMENT DES DIFFÉRENDS**

Pour tout différend qui s'élèverait entre les parties, la juridiction à saisir est le Tribunal administratif de Montreuil.

Toutefois, le différend peut être soumis à l'avis du Comité consultatif du règlement amiable.

**ARTICLE 17 – DÉROGATIONS AU CCAG-PI ET AU CCAG-TRAVAUX**

Le présent CCAP comporte des dérogations aux CCAG-Prestations Intellectuelles (CCAG-PI) et CCAG-Travaux (CCAG-T). Sont désignés ci-après les articles des CCAG concernés par ces dérogations, ainsi que les articles du présent CCAP explicitant ces dérogations.

Article du CCAG-PI	Intitulé	Article du CCAP
4.1	Pièces constitutives du marché – Pièces particulières	2
Alinéa 4 du préambule	Pièces constitutives du marché – Pièces générales	2.2
11	Règlement des comptes du titulaire – Modalités de règlement des acomptes	9.2
11.8 - 37	Règlement des comptes du titulaire – Paiement du solde	9.3
3.2.4	Délai – Pénalités pour retard en phase travaux – Délais et pénalités	10.2
34.3	Résiliation – Résiliation aux torts du titulaire	13.2
36.1	Clauses diverses – Exécution des prestations aux frais et risques	14.2

Article du CCAG-T	Intitulé	Article du CCAP
13.1 – 13.2	Délai – Pénalités pour retard en phase travaux – Vérification des projets de décompte	10.1